

IMSO LUX S.A.

Société Anonyme

Siège social : 45, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B173565

Numéro : 5777

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 DECEMBRE

2016

L'an deux mille seize, le vingt-neuf.

Par-devant Maître **Cosita DELVAUX**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée ;

Se réunit l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'actionnaire unique (l' « Assemblée ») de **IMSO LUX S.A.**, une société anonyme ayant son siège social au 45, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B sous le numéro 173565 (la « Société »), constituée le 23 octobre 2012 suivant un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 233 du 31 janvier 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu en date du 25 mai 2016 suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations numéro RESA_2016_006 le 8 juin 2016.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur **Stéphane ALLART**, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Madame **Ekaterina DUBLET**, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur **Stéphane ALLART**, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

ORDRE DU JOUR

1. Réduction du capital social à concurrence de dix mille euros (EUR 10.000,-) pour le porter de son montant actuel de trois millions huit cent

soixante-douze mille euros (EUR 3.872.000,-) à trois millions huit cent soixante-deux mille euros (EUR 3.862.000,-) par rachat et annulation simultanés de toutes les cent (100) actions de classe J rachetables conformément aux dispositions afférentes des statuts et de la loi, au prix global d'un million trois cent cinquante mille euros (EUR 1.350.000,-) à rembourser à l'actionnaire unique de la Société.

2. Modification subséquente de l'article 5, de l'article 8 (deuxième alinéa), de l'article 9 (troisième alinéa) et de l'article 10 des statuts de la Société, pour les mettre à jour avec la résolution à prendre sur le point 1 de l'ordre du jour et supprimer toute référence à la classe J des actions rachetées et annulées.

3. Modification des articles 2 et 17 (troisième, cinquième, septième et huitième alinéas) des statuts, afin de les adapter aux modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales, pour leur donner dorénavant la teneur suivante :

« Article 2. Sièges social

Le siège de la société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration, ou de l'Administrateur Unique le cas échéant, à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale ou encore par décision du Conseil d'Administration, ou de l'Administrateur Unique le cas échéant. Dans ce cas, le Conseil d'Administration, ou l'Administrateur Unique le cas échéant, aura procuration pour le faire acter par-devant notaire (constat) afin de refléter ce changement dans les Statuts.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. » ;

Article 17 (troisième alinéa) : *« Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces déposées auprès du registre de commerce et des sociétés et publiées quinze jours au moins avant l'assemblée, au Recueil électronique des sociétés et associations*

et dans un journal publié au Luxembourg. Les convocations sont communiquées, dans un délai de huit jours au moins avant l'assemblée, aux actionnaires en nom. Cette communication se fait par lettre missive sauf si les destinataires ont individuellement accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication. Quand toutes les actions sont nominatives, la société peut, pour toute assemblée générale, se limiter à la communication des convocations par lettres recommandées sans préjudice d'autres moyens de communication acceptés individuellement par leurs destinataires et garantissant l'information dans un délai de huit jours au moins avant l'assemblée. Les dispositions de la loi prescrivant une publication des convocations au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal publié au Luxembourg ne sont dans ce cas pas d'application. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation. » ;

Article 17 (cinquième alinéa): « Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et sont considérés comme présents, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue. Lorsque l'assemblée est tenue avec des actionnaires qui n'y sont pas physiquement présents mais qui y ont participé par visioconférence ou par des moyens de télécommunication décrits dans l'alinéa précédent, l'assemblée est réputée être tenue au lieu du siège de la société. » ;

Article 17 (septième et huitième alinéas): « Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces déposées auprès du registre de commerce et des sociétés et publiés quinze jours avant l'assemblée au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal publié au Luxembourg. Cette

convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimés.

Cependant, l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale. » ;

4. Modification des **articles 18 et 21** des statuts, afin de supprimer la mention des dispositions transitoires concernant le premier exercice social ou la première assemblée générale à tenir.

5. Divers.

II) L'actionnaire unique représenté, le mandataire de l'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions qu'il détient, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté, par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La procuration de l'actionnaire unique représenté, signée *ne varietur* par le mandataire, les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera aussi annexée au présent acte.

III) Il appert de la liste de présence que les trente-sept mille huit cent vingt (37.820) actions de classe A (les actions de classe A), cent (100) actions de classe B (les actions de classe B), cent (100) actions de classe C (les actions de classe C), cent (100) actions de classe D (les actions de classe D), cent (100) actions de classe E (les actions de classe E), cent (100) actions de classe F (les actions de classe F), cent (100) actions de classe G (les actions de classe G), cent (100) actions de classe H (les actions de classe H), cent (100) actions de classe I (les actions de classe I), cent (100) actions de classe J (les actions de classe J), chaque action ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-), toutes étant nominatives et représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente Assemblée.

IV) Le président constate et l'assemblée approuve que la présente Assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour dont l'actionnaire unique a été préalablement informé.

Le président soumet ensuite au vote de l'Assemblée les résolutions suivantes, lesquelles sont toutes prises à l'unanimité des voix.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de capital social à concurrence de dix mille euros (EUR 10.000,-) pour le porter de son montant actuel de trois millions huit cent soixante-douze mille euros (EUR 3.872.000,-) à trois millions huit cent soixante-deux mille euros (EUR 3.862.000,-) par rachat et annulation simultanés et immédiats de toutes les cent (100) actions de classe J rachetables, conformément aux dispositions afférentes des statuts et de la loi.

Les cent (100) actions de classe J sont rachetées au prix global d'un million trois cent cinquante mille euros (EUR 1.350.000,-), établi par l'Administrateur Unique dans ses résolutions en date du 23 décembre 2016 sur base des comptes intermédiaires arrêtés au 30 novembre 2016, à rembourser à l'actionnaire unique de la Société.

L'Assemblée constate que les comptes intermédiaires de la Société arrêtés à la date du 30 novembre 2016 montrent suffisamment de réserves disponibles actuellement inscrites dans les livres comptables de la Société afin qu'un rachat de cent (100) actions de classe J pour un prix total d'un million trois cent cinquante mille euros (EUR 1.350.000,-) n'ait pas pour effet que l'actif net devienne inférieur au capital souscrit augmenté des réserves indisponibles aux termes de loi, et décide par conséquent d'approuver le rachat de ces actions tel que prévu par les résolutions de l'Administrateur Unique prises en date du 23 décembre 2016, devenant effectif lors de la présente assemblée générale.

Une copie du procès-verbal des résolutions de l'Administrateur Unique du 23 décembre 2016 et des comptes intermédiaires arrêtés au 30 novembre 2016 restera annexée au présent acte.

Pouvoir est donné à l'Administrateur Unique de la Société pour organiser le remboursement du prix de rachat à l'actionnaire unique en conformité avec

les dispositions de l'article 69 paragraphes (2) et (3) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

DEUXIEME RESOLUTION

Suite à la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier **l'article 5, l'article 8 (deuxième alinéa), l'article 9 (troisième alinéa) et l'article 10** des statuts de la Société, pour supprimer toute référence à la Classe J rachetée et annulée.

Les articles et alinéas modifiés se liront comme suit :

« Article 5. Capital social

Le capital social émis de la Société s'élève à trois millions huit cent soixante-deux mille euros (EUR 3.862.000,-) et est représenté par trente-huit mille six cent vingt (38.620) actions, (ensemble, à moins que le contexte n'en requière autrement, les « actions »), réparties en dix classes d'actions alphabétiques comme suit :

trente-sept mille huit cent vingt (37.820) actions de classe A (les actions de classe A), cent (100) actions de classe B (les actions de classe B), cent (100) actions de classe C (les actions de classe C), cent (100) actions de classe D (les actions de classe D), cent (100) actions de classe E (les actions de classe E), cent (100) actions de classe F (les actions de classe F), cent (100) actions de classe G (les actions de classe G), cent (100) actions de classe H (les actions de classe H), cent (100) actions de classe I (les actions de classe I),

chaque action ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) et ayant les droits et obligations définis dans les présents statuts.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des actionnaires adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts, sous réserve des dispositions ci-dessous et conformément aux dispositions des présents statuts, y compris des réductions de capital par l'annulation de toute classe d'actions. » ;

Article 8 (deuxième alinéa) : *« 8.2 Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation des actions, y compris l'annulation d'une ou de plusieurs classe(s) entière(s) d'actions par le rachat et l'annulation de toutes les actions émises dans cette/ces classe(s), dans le respect de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Dans le cas de rachats et*

d'annulations de classes d'actions, ces annulations et rachats d'actions devront être effectués dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la classe I). Toutefois, la classe d'actions A ne pourra jamais être rachetée entièrement pour garantir le capital minimum de la Société. » ;

Article 9 (troisième alinéa) : « Le montant total d'annulation devra être un montant déterminé par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale des actionnaires sur la base des comptes intermédiaires concernés. Le montant total d'annulation pour chacune des classes I, H, G, F, E, D, C, B et A devra être le montant disponible de la classe d'actions concernée au moment de l'annulation de ladite classe d'actions à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'assemblée générale des actionnaires de la manière prévue pour la modification des statuts sous réserve toutefois que le montant total d'annulation ne soit jamais supérieur à ce montant disponible. » ;

« **Article 10 : Définitions**

classe A : signifie les actions de classe A dans la Société.

classe B : signifie les actions de classe B dans la Société.

classe C : signifie les actions de classe C dans la Société.

classe D : signifie les actions de classe D dans la Société.

classe E : signifie les actions de classe E dans la Société.

classe F : signifie les actions de classe F dans la Société.

classe G : signifie les actions de classe G dans la Société.

classe H : signifie les actions de classe H dans la Société.

classe I : signifie les actions de classe I dans la Société.

comptes intermédiaires : signifie les comptes intermédiaires de la Société à la date des comptes intermédiaires concernés.

date des comptes intermédiaires : signifie la date intervenant au plus tôt huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe d'actions concernée.

montant disponible : signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (incluant les bénéfices reportés) augmenté de (i) toute prime d'émission librement distribuable et toute autre réserve librement distribuable et (ii), le cas échéant, du montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale en rapport avec la classe d'actions devant être annulée mais diminué de (i) toutes pertes (incluant les pertes reportées) et (ii)

toutes sommes à porter en réserve(s) en vertu des obligations de la loi ou des statuts, chaque fois déterminées sur la base des comptes intermédiaires concernés (afin d'éviter tout doute, sans double calcul), de sorte que :

$$MD = (BN + P + RC) - (Pe + OL)$$

où:

MD= montant disponible

BN= bénéfices nets (incluant les bénéfices reportés)

P= toute prime d'émission librement distribuable et
autre réserve librement distribuable

RC = montant de la réduction de capital social et de la
réduction de la réserve légale en rapport avec la classe
d'actions devant être annulée

Pe = pertes (incluant les pertes reportées)

OL = toutes sommes à porter en réserve(s) en vertu des obligations de la loi ou des statuts.

montant total d'annulation : signifie le montant déterminé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société comme étant le montant total d'annulation au moment d'un rachat ou d'une annulation de l'une ou plusieurs classe(s) d'actions dans les limites du montant disponible.

valeur d'annulation par action : signifie le montant résultant de la division du montant total d'annulation concerné par le nombre d'actions en émission dans la/les classe(s) devant être rachetée(s) et annulée(s). ».

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de modifier les **articles 2 et 17 (troisième, cinquième, septième et huitième alinéas)** des statuts, afin de les adapter aux modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales, pour leur donner dorénavant la teneur suivante :

« Article 2. Siège social

Le siège de la société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration, ou de l'Administrateur Unique le cas échéant, à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-

Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale ou encore par décision du Conseil d'Administration, ou de l'Administrateur Unique le cas échéant. Dans ce cas, le Conseil d'Administration, ou l'Administrateur Unique le cas échéant, aura procuration pour le faire acter par-devant notaire (constat) afin de refléter ce changement dans les Statuts.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. » ;

Article 17 (troisième alinéa) : *« Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces déposées auprès du registre de commerce et des sociétés et publiées quinze jours au moins avant l'assemblée, au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal publié au Luxembourg. Les convocations sont communiquées, dans un délai de huit jours au moins avant l'assemblée, aux actionnaires en nom. Cette communication se fait par lettre missive sauf si les destinataires ont individuellement accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication. Quand toutes les actions sont nominatives, la société peut, pour toute assemblée générale, se limiter à la communication des convocations par lettres recommandées sans préjudice d'autres moyens de communication acceptés individuellement par leurs destinataires et garantissant l'information dans un délai de huit jours au moins avant l'assemblée. Les dispositions de la loi prescrivant une publication des convocations au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal publié au Luxembourg ne sont dans ce cas pas d'application. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation. » ;*

Article 17 (cinquième alinéa) : *« Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et sont considérés comme présents, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue. Lorsque l'assemblée est tenue avec des actionnaires qui n'y sont*

pas physiquement présents mais qui y ont participé par visioconférence ou par des moyens de télécommunication décrits dans l'alinéa précédent, l'assemblée est réputée être tenue au lieu du siège de la société. » ;

Article 17 (septième et huitième alinéas) : *« Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces déposées auprès du registre de commerce et des sociétés et publiés quinze jours avant l'assemblée au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal publié au Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimés.*

Cependant, l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale. ».

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de modifier les **articles 18 et 21** des statuts, afin de supprimer les dispositions transitoires concernant le premier exercice social ou la première assemblée générale à tenir, pour leur donner dorénavant la teneur suivante :

« Article 18. Lieu et date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier vendredi du mois de juin, à 16.00 heures. » ;

« Article 21. Année sociale.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. ».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

FRAIS

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

(Signé) S. ALLART, E. DUBLET, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 décembre 2016

Relation : 1LAC/2016/42240

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) P. MOLLING

POUR EXPEDITION CONFORME,

délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA).

Luxembourg, le 9 janvier 2016

Me Cosita DELVAUX